

PSU

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Parti Socialiste Unifié

Electrices, Electeurs,

Après le grand élan de ces semaines de mai, élan qui a soulevé les étudiants, les enseignants, les travailleurs, nous savons bien que vous êtes déçus. Des jours, des semaines de lutte et de sacrifices ont abouti à ce seul résultat : que l'Etat et le patronat ont « lâché » un peu d'argent.

Est-ce là vraiment ce que vous vouliez ?

Vous savez bien, et le Gouvernement sait bien, que ces concessions ne sont que duperie, que dans quelques mois la dévaluation, la hausse des prix vous auront dépouillés de ce mieux-être provisoire ; et cela parce qu'on vous a refusé l'essentiel, c'est-à-dire le moyen de maîtriser votre destin, les changements de structures qui engagent l'avenir.

Ce n'est pas du régime gaulliste que vous pourrez les attendre : Le P.S.U. vous propose le programme susceptible, il le croit fermement, de répondre à vos aspirations profondes, à la liberté et à la dignité.

CONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE :

Dans l'entreprise

- par la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise,
- par le contrôle de l'emploi, des bénéfices et des investissements,
- par l'autonomie de gestion des entreprises publiques dans le cadre du Plan et la réforme de l'Inspection du Travail.

Dans la commune et la région :

- par la réorganisation des méthodes de travail des conseils municipaux qui jouiraient d'une plus grande autonomie et susciteraient la participation des organisations locales,
- par la création d'assemblées régionales élues, remplaçant les C.O.D.E.R., qui seraient appelées à élaborer le plan régional et disposeraient d'un budget.

Dans la nation :

- par la suppression des pouvoirs arbitraires du Président de la République,
- par un gouvernement de législature symbolisée par la formule : « une législature, un gouvernement, un plan ».
- pour une assemblée économique qui remplacerait l'actuel Sénat. Démocratiquement élue, représentative de chaque grande catégorie socio-professionnelle, elle serait chargée de la préparation du Plan.
- par l'abaissement de l'âge de la majorité civique à 18 ans afin d'associer la jeunesse aux décisions qui la concernent.
- par la transformation de l'O.R.T.F. en un Office public autonome, indépendant de l'Etat et doté d'organes démocratiques de gestion, seule garantie d'une information objective qui est la condition nécessaire à l'exercice des responsabilités du citoyen.

ORGANISER UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DU PEUPLE :

Par l'amélioration du POUVOIR D'ACHAT

- garantie par un PLAN ÉCONOMIQUE établi démocratiquement;
- assurée grâce à des réformes de structures telles que : ● Socialisation des grandes entreprises qui monopolisent le développement d'une branche essentielle (pétro-chimie, industrie lourde, laboratoires pharmaceutiques), ainsi que des grandes banques d'affaires dont le rôle serait confié à une banque nationale d'investissements. ● Réforme des circuits de distribution ● Réforme de la fiscalité (taxation efficace des hauts revenus et du capital, allègement d'impôt sur les petits revenus, refonte complète de la fiscalité locale).

Par une politique du PLEIN EMPLOI

- organisée sous l'impulsion du Ministère du Plan à l'échelon national, régional, local avec la participation des travailleurs;
- qui nécessite un haut niveau d'investissements, un enseignement « technique développé » et une formation permanente des adultes.

Par une réorganisation de L'AGRICULTURE

- qui assurerait aux paysans représentés par leurs syndicats et coopératives dans le cadre du Plan, la gestion des organes régionaux de planification de la production agricole, le contrôle des moyens de transformation et de commercialisation de leurs produits. Il faut d'autre part, soutenir les organismes coopératifs et les groupements, créer des sociétés foncières à capitaux publics, cogérées, assurer les mêmes avantages sociaux aux travailleurs des campagnes qu'aux autres travailleurs (habitat, enseignement, reconversion, retraite...)

ÉDIFIER UNE SOCIÉTÉ AU SERVICE DE L'HOMME :

Par un service national de l'ÉDUCATION

- service unique, de laïcité ouverte, à gestion décentralisée assurée par la participation :
 - * des usagers (parents, étudiants),
 - * du personnel,
 - * des pouvoirs publics ;
- pour une politique efficace en faveur de la jeunesse comportant un effort dans le domaine des équipements, des structures, de l'animation.

Par un service national de l'HABITAT :

- accordant la priorité à la construction de logement sociaux ;
- supprimant la spéculation foncière par la municipalisation du terrain à bâtir ;
- disposant d'un financement spécial (impôts sur les plus-values foncières, révision des priorités budgétaires).

Par un service social de la SANTÉ :

- fondé sur une Sécurité sociale aux mains des travailleurs (ce qui suppose l'abrogation des ordonnances) qui serait étendue à toute la population et prise en charge par le budget. Ce service unifié, décentralisé, respecterait également la liberté du choix pour le malade et la liberté de la prescription pour le médecin.

Par une politique de PROGRÈS SOCIAL :

- pour la promotion des femmes dans la vie économique comme dans la famille ;
- pour la défense des personnes âgées, des handicapés, des inadaptés.

PRATIQUER UNE POLITIQUE DE PAIX ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

La paix mondiale ne sera véritablement assurée que par le désarmement général assorti d'un mécanisme de règlement pacifique de tous les conflits sous l'égide d'une organisation internationale groupant effectivement toutes les nations du monde.

Coexistence pacifique et DÉSARMEMENT :

La France doit donc :

- renoncer immédiatement à une force de frappe atomique aussi inefficace que dangereuse, qu'inutile et ruineuse ;
- ratifier l'accord de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'air, dans l'eau et sur terre, et demander son extension aux explosions souterraines ;
- proposer un plan de désarmement progressif et un accord général contre la dissémination des armes nucléaires ;
- reconvertir cette industrie d'armement à des fins pacifiques ce qui ne manquerait pas de profiter à l'expansion économique et accroîtrait la vraie grandeur de la France ;
- dénoncer le Pacte de l'Atlantique Nord et pratiquer résolument une politique de désengagement à l'égard des Blocs.

Construction de l'EUROPE :

Le P.S.U. est le seul Parti à vouloir à la fois la construction et le développement d'une Europe démocratique et socialiste et son indépendance à l'égard des U.S.A. Pour ce faire, il s'efforcera de promouvoir une véritable planification économique à l'échelle de l'Europe des Peuples par des accords inter-étatiques compatibles avec une planification nationale déterminée par les besoins populaires, et non plus par les impératifs de profit.

Rapports avec le TIERS MONDE :

en apportant son soutien politique et matériel à tous les peuples en luttant contre les dominations étrangères, la misère et le sous-développement.

Si l'expérience de 10 années vous a convaincus que le régime gaulliste était impuissant à résoudre les problèmes du monde moderne,

Si vous aspirez à une Société libérée de l'oppression de l'argent, soustraite à l'obsession de la guerre, une Société plus juste, plus fraternelle, plus humaine,

Si, pour la réaliser, vous portez plus de confiance à Pierre MENDÈS-FRANCE qu'à Monsieur POMPIDOU,

VOTEZ P. S. U.

Votez pour Guy VIEUXMAIRE

Technicien du Cadastre

Félix GIACOMO

Instituteur

Vu les Candidats :